

On le croit austère, mesuré en toutes choses. Il peut se montrer loquace et tranchant. Alors, sa silhouette longiligne, à l'étroit dans le fauteuil de cuir clair, se cabre, et le vol de ses longues mains emplit l'espace. Fin novembre, à Dakar, théâtre du XV^e Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'ancien président sénégalais Abdou Diouf, 79 ans, cédera le sceptre de secrétaire général, et ce, au terme de son troisième mandat. Entre-temps, il aura publié ses Mémoires aux éditions du Seuil. « Fils politique » du défunt Senghor, ce musulman marié à une chrétienne porte sur les tourments du monde le regard du sage. Du sage, pas du tiède.

Propos recueillis par **Vincent Hugué** - Photo : **David Balicki** pour Le Vif/L'Express

ABDOU DIOUF

« Les djihadistes sont des hommes du diable »

ABDOU DIOUF
EN
8 DATES

1935 Le 7 septembre, naissance à Louga (Sénégal). **1970** Premier ministre de Léopold Sédar Senghor. **1981** Succède à la présidence à Senghor, démissionnaire. **1983, 1988, 1993** Elu, puis réélu, au suffrage universel. **2000** Battu dans les urnes par le libéral Abdoulaye Wade. **2003** Secrétaire général de l'OIF. Reconduit en 2006 et 2010.

Le Vif/L'Express : Si vous aviez 20 ans, vers quelle arène vous mènerait votre engagement ? L'humanitaire, la société civile, la justice, la politique ?

↳ **Abdou Diouf** : Je choisirais non la sphère politique, mais la sphère administrative. Cela dit sans une once de démagogie, je me sens porté par le désir de servir ; servir l'intérêt général et la chose publique.

Le « grand commis de l'Etat » a-t-il autant d'emprise sur le réel aujourd'hui qu'à l'orée de votre carrière ?

↳ Sans doute les centres de pouvoir ont-ils changé. En ce temps-là, la haute administration avait du poids. Je ne suis pas sûr qu'il en soit toujours ainsi désormais, ni dans mon pays, ni ailleurs.

Succéder à une icône telle que Léopold Sédar Senghor à la tête du Sénégal avait-il quelque chose d'écrasant ?

↳ Non, car j'ai vécu des années durant dans son ombre, avec la certitude qu'il m'avait choisi pour lui succéder. Je me suis moulé dans la fonction en suivant ses traces. Sur la fin de son ultime mandat, il s'est comme placé en retrait, m'envoyant en première ligne. Quand j'allais, à sa demande et en qualité de Premier ministre, en tournée dans les régions, ai-je appris, il convoquait les gouverneurs et leur livrait cette instruction : « Abdou va venir chez vous, je veux qu'il soit accueilli aussi bien que moi. »

L'Afrique manque-t-elle désormais d'idoles et de héros ?

↳ Il y a sur ce continent des dirigeants talentueux. Mais

notre époque ne se prête guère à l'émergence d'icônes ou d'hommes providentiels. La gestion quotidienne est devenue de plus en plus exigeante, et la mondialisation a raboté les spécificités, sinon coupé les têtes. A vrai dire, c'est mieux ainsi. Eu égard aux impératifs de saine gouvernance, je préfère que l'Afrique soit pourvue d'hommes d'Etat capables de bien gérer leur pays plutôt que d'enflammer les foules. ●●●

●●● Au regard du chaos régnant dans l'aire saharo-sahélienne, l'éviction par les armes du guide libyen Muammar Kadhafi fut-elle une erreur ?

↳ Pas du tout. Impossible de contempler passivement l'entreprise de destruction de Benghazi et de ses habitants. Ceux qui ont alors décidé, au nom de la responsabilité de protéger le peuple libyen, d'évincer Kadhafi ont bien fait. Mais il est vrai qu'il leur a manqué la vision de l'après.

Que vous inspire le procès en « néocolonialisme kaki » que suscitent, au sein de l'intelligentsia africaine, les interventions militaires françaises ?

↳ Ce que la France a fait, c'est ce qu'il fallait faire. J'étais à l'Elysée le jour où François Hollande a lancé l'opération Serval. S'il avait tardé ne serait-ce que quelques heures, les hordes djihadistes auraient fondu sur Bamako et le Mali serait devenu un Etat islamiste. En Centrafrique, sans l'engagement de Paris, on allait tout droit au génocide. De même, j'approuve sa participation aux frappes aériennes contre le prétendu califat syro-irakien. Tant que nos armées ne seront pas au niveau, nous aurons besoin de l'appui de la France et des pays du Nord. Pour avoir été à deux reprises président en exercice de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), je sais les efforts entrepris pour bâtir une force continentale. Mais voilà : nous, les Sénégalais, étions toujours prêts à passer à l'acte. Les autres, jamais.

Avec l'irruption de la mouvance Daech, le péril terroriste a-t-il changé de nature ?

↳ On peut le dire. Car le terrorisme tente de plus en plus de se draper dans le manteau de la religion. Face à ce très grave danger, il faut que toutes les nations s'unissent, sans lésiner sur les moyens, pour abattre la bête hideuse qui nous dévorera tous si nous ne faisons rien. Je suis surpris de voir à quel point certaines grandes puissances ne se sentent pas concernées. Inutile de vous dire que, pour moi, ces djihadistes qui se réclament d'un califat anachronique, avec leur rhétorique barbare, ne sont pas des musulmans. Ils ne sont pas hommes de Dieu mais du diable. Nulle contrainte en religion, est-il dit dans le Coran. Jamais notre Dieu unique, Lui qui préfère le pardon et l'oubli à la loi du talion, n'a prescrit de tels crimes. Le vrai musulman respecte le chrétien, adepte de la religion du Livre. J'étais voilà quelques jours au Vatican, où j'ai rencontré le pape François, dont j'admire l'humilité, la douceur, la simplicité, mais aussi la fermeté. On le sent habité par un véritable humanisme. Humanisme de la foi pour lui, humanisme

philosophique pour d'autres. Voyez ma génération : que disions-nous lorsque nous étions athées – ce qui nous est arrivé, sous l'influence du marxisme-léninisme ? « Nous voulons la sainteté sans Dieu. » Il existe aussi, bien entendu, des athées, des libres-penseurs, des agnostiques exemplaires sur le plan moral.

Quel échec politique, social, culturel ou familial sanctionne l'afflux vers l'Irak et la Syrie de jeunes Européens avides de tuer et de mourir pour le djihad ?

↳ Leur exaltation résulte d'une odieuse manipulation. Cédant à une forme de facilité, ils en viennent à croire qu'on leur ouvre ainsi les portes de la gloire ou celles du martyr et du paradis. On les dit privés d'horizon. Cet argument n'a pas de sens. Sans doute les jeunes pâtissent-ils d'un défaut d'encadrement, sans doute les parents devraient-ils trouver le temps de dialoguer davantage avec leurs enfants. Quant à l'école, elle fournit certes des connaissances, mais pas une éducation morale et civique jour après jour. Rien n'est aisé ? Soit. Je m'en tiens pour ma part à la formule de (Soren) Kierkegaard : « Ce n'est pas le chemin qui est difficile ; c'est le difficile qui est le chemin. »

Dans vos Mémoires, vous racontez comment vous avez persuadé Senghor de bannir constitutionnellement tout parti fondé sur des bases confessionnelles ou ethniques. Or, de telles formations ont depuis éclos partout en Afrique.

↳ Je ne fais la leçon à personne. Mais, dans mon pays, ça a marché. Très ami avec Chadli Bendjedid (président de l'Algérie, de février 1979 à janvier 1992), je lui avais suggéré d'agir de la même manière chez lui. Il ne l'a pas fait. Et un parti islamiste – le Front islamique du salut – a gagné les élections. Au Sénégal, quand on parle d'ethnies, c'est sous forme de boutade. On appelle cela la parenté à plaisanterie. J'ai un patronyme à consonance sérère. Les Toucouleurs, les Dioulas, les Mandingues, les Soninkés me considèrent donc comme un esclave. Mais ils le disent sur le ton de la blague, pour évacuer toute tension en la matière. Quand je suis devenu chef d'Etat, l'un de mes aînés africains m'a dit ceci : « Abdou, voilà ce que tu dois faire : créer une

garde présidentielle composée exclusivement de gens de ta tribu. » Je lui ai répondu ainsi : « D'abord, je n'ai pas de tribu. Ensuite, il existe déjà une garde. Enfin, la plupart de ceux qui me servent au palais de la République sont des Casamançais (originaires d'une région alors secouée par une rébellion irrédentiste), en qui j'ai entière confiance. »

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) s'est engagée sur le terrain électoral, notamment par le biais de ses missions de médiation et d'observation. Mesurée à cette aune, la démocratie progresse-t-elle en Afrique ?

↳ Elle progresse. D'autant que nous ne sommes pas les seuls à œuvrer en faveur de scrutins transparents, loyaux et justes. Et ce avant, pendant et après leur tenue. Songez que, lorsque la présidentielle guinéenne de 2010 a abouti à une impasse au niveau de la Commission électorale, toute la communauté internationale réunie a demandé à la Francophonie de désigner son expert pour présider ladite Commission ; en l'occurrence, le général malien Siaka Sangaré. Mais nous sommes aussi engagés à fond dans la gestion des transitions, des crises et de leur prévention. La plupart des conflits politiques résultent d'élections mal préparées. Tout commence donc par de bons registres d'état civil, des listes électorales fiables et des organes de contrôle animés par des magistrats et experts compétents, qu'il s'agisse des médias, acteurs-clés de l'instauration d'un climat apaisé, ou du traitement des contentieux électoraux. Le contentieux, c'est une éthique mais c'est aussi un métier.

Quel jugement portez-vous sur les performances de l'Union africaine, qui a succédé en 2002 à l'OUA ?

↳ J'ai toujours été choqué d'entendre des chefs d'Etat me dire : « Oui, il faut faire les Etats-Unis d'Afrique, mais dans le respect de la souveraineté de chaque pays. » De qui se moque-t-on ? Quand on veut bâtir une fédération, on consent nécessairement à des abandons de souveraineté au profit d'une entité supérieure. Il y a un manque de volonté politique que j'ai maintes fois constaté. Voilà pourquoi j'ai plaidé en faveur d'une confédération continentale, constituée d'authentiques fédérations régionales – Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, de l'Est, du Nord, australe –, dotées chacune d'un exécutif, d'un parlement, d'une armée.

Voyez-vous en ces fameux Etats-Unis d'Afrique une chimère ?

↳ Non, une nécessité. Dès lors que l'on veut réussir une intégration digne de ce nom, propice à un développement plus rapide, plus équitable, durable et humain. Hélas, j'ai l'impression que personne n'a envie d'aller jusque-là.

**Revenons à Léopold Sédar Senghor,
poète-président, académicien et figure tutélaire.
Serait-il fier du travail accompli par l'OIF ?**

↳ Je crois pouvoir dire que nous avons vraiment réalisé les rêves des pères fondateurs de la francophonie, à commencer par le premier d'entre eux, Senghor. L'OIF est une organisation respectable et respectée, qui, en partant de la langue, se bat pour la diversité culturelle et travaille en faveur du développement, de l'éducation, des jeunes et de leur formation, de la promotion des femmes et de l'égalité hommes-femmes, ou encore à l'essor de sociétés civiles solides et influentes. Nous avons aussi pour devoir la défense des valeurs politiques figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Un exemple ? La lutte contre l'impunité. Je suis l'un des plus chauds

partisans de la Cour pénale internationale (de La Haye). Il s'agit non seulement de punir ceux qui ont failli, mais aussi de dissuader les autres d'agir de même. J'ai d'ailleurs été le premier chef d'Etat au monde à ratifier le statut de cette Cour.

A quelques semaines de l'échéance de votre ultime mandat, à quoi ressemble le bulletin de santé de la langue française dans le monde ?

↳ Croyez-moi, elle est bien vivante. Le nombre de locuteurs francophones augmente, de même que l'effectif des apprenants. Notre grand regret, c'est de manquer de moyens pour répondre à toutes les demandes. Au passage, le continent qui progresse le moins en la matière, c'est l'Europe ; et celui qui assurera l'avenir du français, c'est l'Afrique. ●

« La démocratie progresse en Afrique. La plupart des conflits politiques résultent d'élections mal préparées »

« Nous avons réalisé les rêves des pères fondateurs de la francophonie, à commencer par le premier d'entre eux, Senghor »